

« La triple peine de l'évasion fiscale »

Documentaire.

Pas facile de rendre visibles les 100 milliards d'euros d'évitement de l'impôt. La (Très) Grande Évasion, de **Yannick Kergoat** qui sort ce mercredi en salles, relève le défi haut la main.

Publié le Mardi 6 Décembre 2022 dans l'Humanité

[Pierric Marissal](#)[Michaël Mélinard](#)



« Taxez Bezos », le milliardaire américain, as de l'optimisation fiscale. © LE BUREAU FILMS - WILD BUNCH - 2022



YANNICK KERGOAT

Réalisateur

La (Très) Grande Évasion est un documentaire à la fois précis, exigeant et accessible. Il accomplit, entre autres, la prouesse de rendre compréhensibles pour tous le sandwich hollandais et la doublette

irlandaise, pratiques qui ont permis aux Gafam de payer moins de 1 % d'impôts dans les années 2010. Surtout, le film pointe les responsabilités politiques derrière ce fléau. Son réalisateur, Yannick Kergoat, dévoile ses partis pris.

Quelle est la genèse du film ?

La (Très) Grande Évasion s'est montée à l'initiative de son producteur, Bertrand Faivre, un ami de longue date qui venait de coproduire un film de Denis Robert. Cette expérience lui a donné envie d'en produire un autre. Le thème de l'évasion fiscale s'est imposé, du fait de son ampleur politique, démocratique et économique. Tout le processus d'écriture s'est fait à trois.

Ce genre de film est-il facile à financer ?

À l'arrivée, je pense qu'il est correctement financé, mais ce fut difficile. Bertrand Faivre est allé voir les services cinéma des chaînes de télévision, scénario en main, pour essayer de trouver une coproduction. Il a immédiatement reçu des réponses négatives, sous prétexte que l'évasion fiscale n'intéresse pas les gens. Nous avons donc lancé un financement participatif et les 4 650 donateurs ont prouvé que le sujet était important pour eux. J'en parle souvent pendant les avant-premières, ça donne un peu le ton.

Pourquoi avoir fait un documentaire et non une fiction ?

Il y a eu une fiction sur les Panama Papers, *The Laundromat*, de Steven Soderbergh, qui n'est, de mon point de vue, pas son meilleur film. Ni la meilleure manière de rendre compte de cette affaire et de son importance, aussi bien pour les Américains que pour le reste des contribuables du monde. Dès le départ, l'idée était de faire un documentaire à la manière de notre travail sur les Nouveaux Chiens de garde, c'est-à-dire un film très politique, avec de l'humour et, en même temps, un propos très accessible. On fait un film de cinéma pour tout le monde. L'enjeu était aussi de trouver le ton adéquat pour ne pas ennuyer les connaisseurs et ne pas laisser à la porte les novices même si j'ai conscience qu'il reste assez exigeant.

Les acteurs politiques sont en effet centraux dans le film. Est-ce un vrai parti pris ?

Clairement. Le film a deux jambes. Il met en lumière les mécanismes de l'évasion fiscale. Il pointe aussi les responsabilités politiques. L'un ne va pas sans l'autre. Ce n'est pas seulement une impuissance, c'est aussi un laisser-aller, un accompagnement du phénomène. À la manière des déclarations de Nicolas Sarkozy qui affirme que, désormais, les paradis fiscaux, c'est terminé. Il y a des discours de responsables politiques, au niveau national, à l'OCDE ou à l'échelle du G20, qui masquent la réalité et les solutions. On peut aussi prendre l'exemple de Jean-Claude Juncker qui était forcément au cœur de la machine lorsqu'il était premier ministre du Luxembourg. La révélation des LuxLeaks a montré à la fois sa responsabilité, mais aussi l'hypocrisie des gouvernements voisins parfaitement au courant.

Pourquoi avoir choisi de ne pas proposer de solutions ?

C'est un double parti pris. D'abord cinématographique, car il est difficile de conclure un film en faisant un catalogue de solutions. L'idée était de s'arrêter au constat. C'est peut-être brutal, mais cette question est éminemment politique et je veux, comme cinéaste et citoyen, que les spectateurs fassent le pas eux-mêmes. Aux avant-premières, on me pose toujours cette question : alors, que faire ? La question serait plutôt : comment faire ? En bas de l'affiche, des associations porteuses de solutions parrainent le film. Sans parler du fait que, dans une première version, j'avais une heure de film en plus. J'ai coupé tout ce que je pouvais, sans nuire à la compréhension. J'aurais bien aimé faire plus. Par exemple, régler son sort à ce discours qui oppose évasion fiscale et fraude sociale.

Comment avez-vous choisi vos interlocuteurs ?

Je les ai trouvés au fur et à mesure de mes lectures et recherches. J'ai abordé l'évasion fiscale comme un néophyte. Je suis allé piocher toutes les idées, j'ai creusé le sujet, je l'ai décomposé, avant de le recomposer dans le film. Je ne voulais pas faire un documentaire à la Arte, avec

beaucoup d'intervenants et une narration construite autour de leur parole. Je n'ai rien contre, mais ce n'est pas une écriture de cinéma. Les entretiens sont là au même titre que les archives ou la voix off. Il y a deux grands types d'intervenants. Ceux que j'ai appelés les grands témoins, des universitaires, filmés dans un cadre qui évoque les paradis fiscaux, avec un dispositif de miroir semi-réfléchissant pour que leur regard soit directement adressé à la caméra. Quant à ceux qui agissent sur le terrain, je les ai filmés au bureau ou dans un cadre qui rappelle leur action au quotidien.

Vous ouvrez le film sur une manifestation de soignants. Est-ce une manière de rappeler que nous sommes tous victimes de l'évasion fiscale ?

C'est ce que j'appelle la triple peine. On ne touche rien en participation sur les bénéfiques puisque ceux-ci partent ailleurs. On se retrouve à payer plus d'impôts pour compenser ceux qui ne contribuent pas. Et on en est victime à cause de la dégradation des services publics. Mais c'est très dur de mettre en images ces 100 milliards d'euros annuels de l'évasion fiscale.

Comment allez-vous accompagner le film ?

Pour les Nouveaux Chiens de garde, nous avons organisé 300 projections-débats. La (Très) Grande Évasion demande à être accompagné. C'est un film engagé, une arme politique, un outil pour occuper le terrain, mobiliser l'opinion autour de cette question de l'évasion fiscale. Nous avons fait déjà une vingtaine d'avant-premières, suivies de débats.